

805LN172/6

4622

(1940)

A

Remboursement à la Caisse des Retraites du solde d'une
avance consentie par la Caisse des Retraites de l'ancien
Réseau de l'Etat pour la construction de logements
destinés au personnel.

(s) C.D. 12/ 3/40 40 XI

12 mars 1940

4622

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 12 mars 1940

QU. XI -

Remboursement à la Caisse
des Retraites du solde d'une
avance consentie par la
Caisse des Retraites de
l'ancien Réseau de l'Etat
pour la construction de
logements destinés au per-
sonnel.-

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises

STENO p. 40

M. LE PRESIDENT.- La Caisse des Retraites de l'ancien réseau de l'Etat avait consenti des avances pour la construction de logements destinés au personnel. Il s'agit de ~~rembourser~~ rembourser ces avances.

M. GRIMPRET.- On profite de ce qu'on n'a pas utilisé tous les crédits inscrits au titre des travaux complémentaires pour opérer ce remboursement.

M. LE PRESIDENT.- Cela nous permettra de liquider le passé.

M. LE KESNERAIS.- Conformément, d'ailleurs, aux suggestions du Ministre.

M. René MAYER.- C'est une utilisation judicieuse de la marge d'autorisation dont nous n'avons pu avoir l'emploi.

M. GRIMPRET.- Ces avances avaient donné lieu à de vives critiques. Il s'agit de liquider aujourd'hui cette situation.

M. LE PRESIDENT.- Les propositions sont ~~approuvées~~ approuvées.

Société Nationale
des
Chemin de fer français
Services Financiers

COMITÉ DE DIRECTION
du 19 Mars 1940
(Question N° XI)

COMITE DE DIRECTION
Séance du 12 Mars 1940

Remboursement à la Caisse des Retraites, du solde d'une avance consentie par la Caisse des Retraites de l'ancien Réseau de l'Etat, pour la construction de logements destinés au personnel

Des décisions ministérielles successives, en date des 14 octobre 1929, 10 janvier 1930, 19 janvier et 3 juillet 1931, ont autorisé l'exécution de quatre tranches de logements à construire pour le personnel du Réseau de l'Etat au moyen d'avances à consentir par la Caisse des Retraites.

Le montant total des avances consenties par la Caisse des Retraites s'est élevé à 91.714.280 Fr. 74. Elles sont amortissables par annuités calculées au taux d'intérêt de 5,83 % et dont la dernière vient à échéance en 1961.

Conformément au tableau d'amortissement, il avait été remboursé au 31 décembre 1938 une somme totale de 14.313.117 Fr. 62 et il reste dû actuellement 77.401.163^{Fr} 12.

Cette opération du Réseau de l'Etat avait donné lieu à l'époque à certaines observations de la part du Ministère. La dépêche ministérielle du 3 juillet 1931 s'exprimait notamment de la façon suivante:

"La pratique qui consiste à construire des maisons
"d'agents avec les disponibilités des Caisses des Retrai-
"tes soulève, comme je l'ai déjà fait observer à tous les
"Réseaux par lettre du 1^{er} mai 1931, de très graves ob-
"jections, en dehors même des inconvénients qu'elle pré-
"sente au point de vue des Caisses elles-mêmes.

"Tout d'abord, elle aboutit en fait à dépasser les
"maxima fixés annuellement, par la loi, pour le montant
"des travaux complémentaires et celui des émissions d'o-
"bligations. Elle n'est donc pas légale".

Cette même dépêche concluait en demandant un pro-
gramme pour le remboursement aussi prompt que possible,
par le Compte des T.C., à la Caisse des Retraites des
sommes investies par cette dernière dans la construction
des immeubles.

Il est rendu compte au Comité que des disponibilités
suffisantes existant sur les crédits ouverts par la Loi
de Finances du 31 décembre 1938 au titre des Travaux
Complémentaires, le remboursement de la somme totale res-
tant due à la Caisse des Retraites sera effectué à la date
de valeur du 31 décembre 1939. De ce fait les exercices
futurs se trouveront dégagés de l'imputation sur les cré-
dits ouverts chaque année par la Loi de Finances au titre
des Travaux Complémentaires de la dépense correspondant
à l'annuité d'amortissement de l'avance de la Caisse des
Retraites.

Le Comité de Gérance de la Caisse des Retraites qui a été saisi de la question dans sa séance du 21 février dernier n'a pas fait d'objection à l'opération de remboursement visée ci-dessus.